

M. Yvan Salzmann  
Président de la Conférence des directrices et  
directeurs des gymnases vaudois (CDGV)  
Gymnase Auguste Piccard  
Chemin de Bellerive 16  
CH-1007 Lausanne

Lausanne, le 3 juin 2021

### **Réforme de la Maturité – consultation des enseignant-e-s**

Monsieur le Président de la CDGV,

Suite à une réponse de la Cheffe du DFJC, Mme Amarelle, à notre interpellation concernant la nouvelle réforme de la maturité et la procédure de consultation s'y rapportant (copie annexée), le Syndicat SSP souhaite interpeler l'ensemble des directrices et directeurs de gymnase au sujet de ce dossier absolument majeur pour l'avenir de la formation. Mme Amarelle nous informe en effet qu'elle a « invité la CDGV à organiser une consultation des files » dans les établissements sur le Plan d'études cadre (PEC) de l'École de maturité. Or, nous constatons, à ce jour, et plus d'un mois après le lancement de la consultation officielle (15 avril), qu'aucune information n'est parvenue aux enseignant-e-s des gymnases vaudois à ce sujet, ni au sujet des modalités prévues, du temps à disposition ou encore de la période qui devra y être consacrée. La plupart des établissements n'ont d'ailleurs même jamais évoqué l'existence de cette réforme en cours, alors même que la consultation a débuté dès mi-avril dans la quasi-totalité des autres cantons !

Le SSP est particulièrement mécontent et très préoccupé de ce qui semble s'assimiler à une prise à la légère très problématique de ce dossier par la CDGV, tandis que se profilent des changements fondamentaux dans le *cursus* que les collègues-e-s seront chargé-e-s d'enseigner aux futur-e-s élèves. Nous estimons que des discussions entre professionnel-le-s de l'enseignement, sur le sens de cette formation et des réflexions approfondies sur cette réforme, sont indispensables. Tout comme nous estimons que notre voix, celle des enseignant-e-s qui porteront cette formation au quotidien, doit compter réellement. Dans cette perspective, nous vous enjoignons à communiquer sans délai à toutes et tous les enseignant-e-s le calendrier prévu pour la consultation, ainsi que de prévoir des modalités adaptées à la mesure de ce que représente cette réforme. Selon nous, des discussions et des réflexions doivent avoir lieu à la fois au sein des files, mais aussi entre les enseignant-e-s, toutes disciplines confondues. Les enjeux transversaux sont en effet primordiaux et il serait terriblement réducteur de considérer une telle réforme sous le seul aspect disciplinaire, en faisant abstraction du sens à donner à l'ensemble du *cursus*.

*Last but not least*, le SSP estime que les enseignant-e-s doivent pouvoir également s'exprimer sur le projet de nouvelle Ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité (RRM/ORM). Celle-ci nous concerne en effet en premier lieu, puisque c'est elle qui déterminera le cadre (contraignant) dans lequel la maturité pourra/devra se déployer. Citons parmi les éléments primordiaux et déterminants, la question du gymnase en quatre ans ou encore de ce qui devrait/pourrait être considéré comme discipline fondamentale. Exclure la voix des enseignant-e-s



sur de tels sujets en revient à nous réduire à de simples exécutant-e-s. Puisque les autorités cantonales ont l'occasion de s'exprimer via un-e délégué-e, autant que celles-ci puissent relayer l'avis des actrices et acteurs du terrain qui font la formation.

Au vu de ce qui précède, le SSP demande à la CDGV:

- De constituer sans délai un calendrier des consultations prévues (RRM/ORM et PEC conjointement)
- Que les files et les conférences des maître-sse-s soient consultées sur l'ensemble des objets; comme il est désormais trop tard pour organiser une consultation (session d'examens en cours), il conviendra d'organiser cette consultation très rapidement à la rentrée 2021
- De communiquer, sans délai, l'existence de cette consultation en cours, le calendrier ainsi que les modalités choisies à toutes et tous les enseignant-e-s
- De permettre une consultation sérieuse en libérant du temps d'enseignement pour les enseignant-e-s qui pourront ainsi réellement discuter et réfléchir aux enjeux, à savoir : au minimum une journée d'ici la mi-septembre incluant une plénière sur ORM/RRM et une demi-journée sur le PEC par file
- Du temps supplémentaire doit être prévu pour les chef-fe-s de file

En vous remerciant de l'attention portée à nos demandes et dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président de la CDGV, nos meilleures salutations.

Pour le SSP-Enseignement

Raphael Ramuz  
Secrétaire



Cora Antonioli  
Présidente

